

Les révoltes populaires arabes et le destin de la Méditerranée

Par Georges Corm

Les mouvements populaires tunisiens et égyptiens font tâche d'huile dans le monde arabe. Alors que depuis la fin de l'époque nationaliste arabe au cours des années 1960, incarnée par l'Égypte nassérienne, les manifestations populaires grandioses avaient disparu du paysage, nous assistons aujourd'hui au retour de ce que les médias occidentaux ont appelé de façon méprisante la « rue arabe ». L'immobilité de ce monde écrasé par des régimes politiques très autoritaires et des systèmes de corruption multiforme est enfin brisée. La vague populaire revendicative à la fois de liberté politique, d'alternance du pouvoir, de moralisation de la vie économique ne s'est pas arrêtée à ces deux pays. La Jordanie, le Yémen, l'Algérie, le Soudan sont eux aussi en ébullition et d'autres pays suivront probablement. Les dirigeants font soudain partout des concessions, des milliardaires véreux proches des pouvoirs ont déjà été arrêtés en Égypte et en Tunisie.

C'est avec inquiétude que les dirigeants européens, israéliens et américains observent cette évolution soudaine d'une région du monde qui leur était jusqu'ici largement soumise, politiquement et économiquement. Contrairement aux attentes, la vague de démocratisation n'a pas été déclenchée par des actions extérieures, telles que l'invasion américaine de l'Irak, les opérations militaires sanglantes israéliennes contre le Liban en 2006 et Gaza en 2008, ou bien par la révolution dite « du Cèdre » au Liban en 2005, suite à l'assassinat d'un dirigeant libanais pro-occidental et milliardaire, tel que Rafic Hariri. La demande de libéralisation politique et de justice socio-économique est venue d'un profond mouvement interne et souterrain en attente de l'étincelle pour éclater.

Ce fut l'immolation par le feu d'un pauvre Tunisien, socialement désespéré et ne supportant plus de vivre dans l'humiliation et les vexations permanentes. D'autres immolations ont suivi en Tunisie, Algérie, Égypte et Mauritanie qui ont donné le courage à la fois aux groupes sociaux les plus défavorisés et aux classes moyennes de se révolter enfin. La peur est tombée dans la jeunesse arabe qui a pris l'initiative du mouvement. Quelles que soient les évolutions futures et les essais de récupération de ces grands mouvements populaires arabes, rien ne sera plus comme avant dans le fonctionnement interne de ces sociétés, comme dans leur positionnement sur l'échiquier géopolitique de la région. En effet, parmi les événements majeurs qui ont pu inspirer, consciemment ou inconsciemment, les nouveaux mouvements populaires, on doit citer la formidable résistance des Libanais qui réussissent en 2000 à chasser l'armée israélienne occupante d'une large partie du sud du pays, puis l'empêchent de la réoccuper en 2006, mais aussi celle des habitants de Gaza qui ont montré un courage exemplaire face à l'opération israélienne contre le Hamas en décembre 2008-janvier 2009.

Certes, il ne faut pas non plus négliger, dans le contexte qui a permis ces révoltes regroupant un très large spectre social de la population des pays concernés, le développement de la culture des droits de l'homme et des grands principes républicains européens de l'alternance au pouvoir, de la séparation des pouvoirs et de l'égalité de chances socio-économiques dont doivent jouir les citoyens. Il est intéressant et rassurant, d'ailleurs, de constater que dans la composition sociale des foules qui ont manifesté, les éléments « islamistes » n'ont été qu'une composante relativement modeste jusqu'ici, que les femmes de toutes les couches sociales, voilées ou non, ont une participation majeure au mouvement.

En revanche, il est inquiétant de constater la montée des inquiétudes européennes et américaines que traduisent des déclarations pas toujours cohérentes. L'épouvantail islamiste, tout comme celui de l'Iran, est trop souvent agité pour tempérer l'appui donné aux mouvements populaires en quête de démocratie et de justice sociale. Les agences internationales de notation financière ont déjà dégradé le statut des emprunts d'Etat tunisiens et égyptiens et les milieux économiques néolibéraux, locaux et internationaux, procèdent à des estimations largement exagérées des pertes économiques qu'engendreraient ces mouvements démocratiques arabes pour leurs pays.

Nous sommes donc à un tournant majeur de l'histoire de la Méditerranée. Les dirigeants de la rive nord, assistés de l'allié américain, vont-ils tenter de déstabiliser et de freiner le mouvement de démocratisation de la rive sud, jusqu'ici autonome et spontané ? Ou bien vont-ils le soutenir fermement, ne serait-ce qu'en s'abstenant d'intervenir pour le récupérer à leur avantage ? Ils pourraient être tentés de le faire, motivés aussi bien par le désir d'élever le degré de protection multiforme accordé aux occupations israéliennes et à la colonisation de ce qui reste de Palestine historique, que pour préserver les intérêts économiques des grandes multinationales alliées aux oligarchies arabes locales. Cela ne manquerait pas de créer une cassure encore plus forte entre les deux rives et de radicaliser la dynamique des mouvements populaires.

Peut-être faut-il espérer que sur la rive nord - en particulier dans les quatre pays qui ont de larges façades méditerranéennes, l'Espagne, l'Italie, la Grèce et la France, et qui sont aussi victimes d'une crise économique et sociale sans précédent, due aux excès d'un système néolibéral en symbiose avec les dirigeants -, la protestation populaire prendra plus d'ampleur, s'inspirant du mouvement de la rive sud. Peut-on commencer à penser une Méditerranée dont les deux rives seraient unies dans le même désir de s'extraire des hégémonies externes ainsi que des idéologies économiques ravageuses et de réaliser des sociétés de justice et d'équité ?